

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen dans leur nouveau service.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1991.

Art. 6. Notre Ministre des Classes moyennes, Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 5 août 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,
M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises,
J. DUPRE

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen te hebben afgelegd in hun nieuwe dienst.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om hetzelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1991.

Art. 6. Onze Minister van Middenstand, Onze Staatssecretaris voor Middenstand en Onze Staatssecretaris voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 5 augustus 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
M. WATHELET

De Staatssecretaris voor Middenstand,
P. MAINIL

De Staatssecretaris voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
J. DUPRE

5 AOUT 1991. — Arrêté royal relatif au transfert d'une partie du personnel de l'Institut économique et social des Classes moyennes au Ministère des Classes moyennes

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, notamment l'article 24, § 7, alinéas 1 et 3;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 3 juillet 1991;

Vu le Protocole du 15 juillet 1991 dans lequel sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du Comité supérieur de Négociation du Secteur V — Agriculture et Classes moyennes;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mesures d'exécution de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, doivent être prises sans délai afin d'assurer la continuité du service à partir du 1^{er} juillet 1991, date impérative du transfert des agents de l'Institut économique et social des Classes moyennes;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, de Notre Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Institut : l'Institut économique et social des Classes moyennes;

2^o Département : le Ministère des Classes moyennes;

3^o membres du personnel : les agents nommés à titre définitif de l'Institut et les agents engagés par contrat de travail à l'exception du personnel auxiliaire.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, le membre du personnel engagé par contrat de travail visé au § 1^{er}, 3^o, est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé.

5 AUGUSTUS 1991. — Koninklijk besluit tot overdracht van een deel van de personeelsleden van het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand naar het Ministerie van Middenstand

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid op artikel 24, § 7, alinéas 1 en 3;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 3 juli 1991;

Gelet op het protocol van 15 juli 1991 waarin de conclusies van de onderhandelingen van het Onderhandelingscomité van Sector V — Landbouw en Middenstand zijn opgenomen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de uitvoeringsmaatregelen van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, genomen moeten worden ten einde de continuïteit van de dienst vanaf 1 juli 1991, gebiedende datum van de overdracht van de personeelsleden van het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand, te verzekeren;

Op voordracht van Onze Minister van Middenstand, Onze Staatssecretaris voor Middenstand, Onze Staatssecretaris voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1^o Instituut : het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand;

2^o Departement : het Ministerie van Middenstand;

3^o personeelsleden : de vastbenoemde personeelsleden van het Instituut en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden met uitzondering van het hulppersoneel.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt het personeelslid bedoeld in § 1, 3^o dat bij een arbeidsovereenkomst in dienst genomen wordt, geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor het personeelslid werd aangeworven.

Art. 2. § 1^{er}. Les membres du personnel des sections « Secrétariat », « Recherche scientifique » et « Etudes générales » de l'Institut, repris à l'annexe 1 au présent arrêté, sont transférés au Ministère des Classes moyennes.

§ 2. Les membres du personnel visés au § 1^{er} qui sont agents statutaires de l'Institut, sont nommés en qualité d'agent de l'Etat et revêtus dans leur rang d'un grade équivalent à celui qu'ils portent à l'Institut, conformément à l'annexe 2 au présent arrêté.

§ 3. Ils sont maintenus dans une entité organiquement distincte avec barrière à la promotion, au changement de grade et au transfert à l'égard des autres services du Département, tels qu'ils existent à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, jusqu'à la fixation d'un cadre organique définitif qui entraîne la suppression de l'entité précitée.

Art. 3. § 1^{er}. Les transferts visés à l'article 2 ne constituent pas des nouvelles nominations.

Les membres du personnel transférés conservent leur qualité d'agent définitif ou non selon le cas ainsi que les anciennetés de grade, de niveau, de service et de traitement qu'ils ont acquises avant leur transfert.

La durée d'une ancienneté ne peut cependant excéder la durée réelle des services qui servent de base au calcul de cette ancienneté.

§ 2. Sans préjudice des dispositions des §§ 3 et 4, les membres du personnel transférés ne sont plus soumis aux dispositions statutaires qui leur étaient applicables à l'Institut. Ils perdent également le bénéfice des avantages, de quelque nature qu'ils soient, qui leur y étaient applicables. Toutefois, ils conservent l'échelle de traitement dont ils bénéficiaient à l'Institut.

§ 3. Les agents soumis au signalement conservent après leur transfert le dernier signalement qui leur a été attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement.

Si, à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, un agent a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie dans son nouveau service.

§ 4. Les agents nommés à titre définitif conservent après leur transfert les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé à l'Institut.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen dans leur nouveau service.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1991.

Art. 5. Notre Ministre des Classes moyennes, Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 5 août 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises,

J. DUPRE

Art. 2. § 1. De personeelsleden van de secties « Secretariaat », « Wetenschappelijk Onderzoek » en « Algemene Studiën » van het Instituut, vermeld in bijlage 1 van dit besluit, worden overgedragen aan het Ministerie van Middenstand.

§ 2. De in § 1 bedoelde personeelsleden die statutaire personeelsleden zijn van het Instituut, worden als Rijksambtenaar benoemd en bekleed, in hun rang, met een graad gelijkwaardig aan die welke ze dragen bij het Instituut, overeenkomstig bijlage 2 van dit besluit.

§ 3. Ze worden behouden in een afzonderlijke personeelsformatie met een afsluiting voor de bevordering, de verandering van graad en de overdracht ten opzichte van de andere diensten van het Departement, zoals ze op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaan, tot de vaststelling van een vaste organieke personeelsformatie die de afschaffing meebrengt van de eerstgenoemde personeelsformatie.

Art. 3. § 1. De in artikel 2 bedoelde overdrachten worden niet beschouwd als een nieuwe benoeming.

De overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid van vast- of niet vastbenoemd personeelslid naar gelang van het geval alsook de graad-, niveau-, dienst- en weddeanciënniteit die ze voor hun overdracht hebben verworven.

De duur van de anciënniteit mag nochtans in geen geval de werkelijke duur overschrijden van de diensten die ten grondslag liggen aan de berekening van die anciënniteit.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van §§ 3 en 4, zijn de overgedragen personeelsleden niet meer onderworpen aan de statutaire bepalingen die in het Instituut op hen van toepassing waren. Ze verliezen ook het genot van welkdanige voordelen die aldaar op hen toepasselijk waren. Ze behouden evenwel de weddeschaal die zij genoten in het Instituut.

§ 3. De personeelsleden die onderworpen zijn aan de beoordeling behouden na hun overdracht de laatste beoordeling welke hun toegekend is.

Die beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling.

Indien een personeelslid op de datum van zijn overdracht krachtens dit besluit een beroep tegen zijn beoordeling heeft ingesteld, dan wordt dit beroep in zijn nieuwe dienst afgehandeld.

§ 4. De vastbenoemde personeelsleden die bij het Instituut geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad behouden na hun overdracht de aanspraken op bevordering die zij door het slagen voor één van die examens hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen te hebben afgelegd in hun nieuwe dienst.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om eenzelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1991.

Art. 5. Onze Minister van Middenstand, Onze Staatssecretaris voor Middenstand en Onze Staatssecretaris voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 5 augustus 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

M. WATHELET

De Staatssecretaris voor Middenstand,

P. MAINIL

De Staatssecretaris voor Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

J. DUPRE

Annexe 1 — Bijlage 1

1^o Personnel nommé à titre définitif — 1^o Vastbenoemd personeel

a) Personnel francophone — a) Franstalig personeel

Degryse, Willy
Schyns, Jacques

Directeur général
Directeur

Carion, Alain
 Doyen, Georges
 Caron, Andrée
 Van de Steene, Régine
 Geldof, Alain
 Thibou, Danièle
 Leclercq, Elisabeth
 Pilatte, Michel
 Fontaine, Jean-Paul
 Van Riet, Jean
 Vermeulen, Paul-Henri
 Lomba, André-Marie
 Parquet, Joëlle
 Michel, Marie-France
 Clavie, André
 Krassilchikoff, Marianne
 De Greef, Christian
 (*) Services extérieurs

Secrétaire
 Conseiller adjoint
 Conseiller adjoint
 Secrétaire d'administration
 Traducteur chef
 Traducteur principal
 Chef administratif
 Inspecteur (*)
 Enquêteur chef (*)
 Enquêteur principal (*)
 Enquêteur principal (*)
 Enquêteur principal (*)
 Sous-chef de bureau
 Gestionnaire de bibliothèque
 Chef opérateur
 Commis-stenodactylographe principal
 Messenger-huissier chef

b) Personnel néerlandophone — b) Nederlandstalig personeel

Van der Veken, Willy
 De Brabandere, Pierre
 Van Cleynenbreugel, Jos
 Desmet, Michel
 Dubrucq, Hubert
 Duran, Christiane
 Boffe, Luc
 Steurbaut, Jacques
 Dobbelaere, José
 Vandenbroecke, Adrien
 Hubens, Jozef
 Vandriessche, Werner
 De Caluwe, Christiane
 Creyf, Peter
 Govaerts, Magda
 (*) Buitendiensten

Adviseur
 Adjunct-adviseur hoofd van dienst
 Adjunct-adviseur
 Vertaler-revisor
 Bestuurschef
 Bestuurschef
 Hoofdtkenaar
 Eerstaanwezend inspecteur (*)
 Hoofdenquêteur (*)
 Hoofdenquêteur (*)
 Hoofdenquêteur (*)
 Hoofdenquêteur (*)
 Onderbureauchef.
 Bibliotheekbeheerder.
 Directiesecretaris

2° Personnel contractuel — 2° Contractueel personeel

a) Personnel francophone — a) Franstalig personeel

Souris, Maggy

Commis-dactylographe

b) Personnel néerlandophone — b) Nederlandstalig personeel

De Rop, Carlos

Autogeleider

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 5 août 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises,

J. DUPRE

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 5 augustus 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

M. WATHELET

De Staatssecretaris voor Middenstand,

P. MAINIL

De Staatssecretaris voor Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

J. DUPRE

Annexe 2 — Bijlage 2

Grade à l'Institut — Graad in het Instituut
 Directeur général — Directeur-generaal
 Directeur — Directeur
 Secrétaire — Secretaris
 Conseiller — Adviseur
 Conseiller adjoint-chef de service — Adjunct-adviseur
 hoofd van dienst
 Conseiller adjoint — Adjunct-adviseur
 Traducteur réviseur — Vertaler-revisor

Grade équivalent — Gelijkaardige graad
 Premier conseiller — Eerste adviseur
 Inspecteur en chef-directeur — Hoofdinspecteur-direc-
 teur
 Inspecteur en chef-directeur — Hoofdinspecteur-direc-
 teur
 Conseiller — Adviseur
 Conseiller adjoint — Adjunct-adviseur
 Conseiller adjoint — Adjunct-adviseur
 Traducteur réviseur — Vertaler-revisor

Secrétaire d'administration — Bestuurssecretaris
 Traducteur chef — Hoofdvertaler
 Traducteur principal — Eerstaanwezend vertaler
 Chef administratif — Bestuurschef
 Dessinateur en chef — Hoofdtekenaar
 Inspecteur principal — Eerstaanwezend inspecteur
 Inspecteur — Inspecteur
 Enquêteur chef — Hoofdenquêteur
 Enquêteur principal — Eerstaanwezend enquêteur
 Sous-chef de bureau — Onderbureaucheef
 Gestionnaire de bibliothèque — Bibliotheekbeheerder
 Secrétaire de direction — Directiesecretaris
 Chef opérateur — Hoofdoperateur
 Commis-sténodactylographe principal — Eerstaanwezend klerk-stenotypiste
 Messenger-huissier chef — Hoofdbodekamerbewaarder
 (*) Grade supprimé — Afschafte graad

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 5 août 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,
 M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
 P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises,
 J. DUPRE

Secrétaire d'administration — Bestuurssecretaris
 Traducteur chef — Hoofdvertaler
 Traducteur principal — Eerstaanwezend principal
 Chef administratif — Bestuurschef
 Dessinateur en chef — Hoofdtekenaar
 Chef administratif — Bestuurschef
 Chef administratif — Bestuurschef
 Chef administratif — Bestuurschef
 Sous-chef de bureau — Onderbureaucheef
 Sous-chef de bureau — Onderbureaucheef
 Sous-chef de bureau — Onderbureaucheef
 Secrétaire de direction — Directiesecretaris
 Chef opérateur * — Hoofdoperateur (*).
 Commis-sténodactylographe principal — Eerstaanwezend klerk-stenotypiste
 Agent en chef — Hoofdbeampte

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 5 augustus 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
 M. WATHELET

De Staatssecretaris voor Middenstand,
 P. MAINIL

De Staatssecretaris voor Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
 J. DUPRE

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

Ordres nationaux

Par arrêtés royaux du 10 avril 1991 :

Ordre de Léopold

Est nommé Officier :

M. Oscar Emile Marie Ghislain Albert Coomans de Brachene,
 Ancien Avocat auprès des barreaux de Louvain et de Nivelles.

Il prend rang dans l'Ordre à partir du 8 avril 1991.

Ordre de la Couronne

Est nommé Commandeur :

M. Marcel Ulric Schreder, ingénieur civil au Portugal.

Est nommé Officier :

M. Guido Alfons Lodewijk Van Linden, Vice-Président « Marketing and Sales Bekaert Corp. ».

Sont nommés Chevalier :

Mme Suzanne Georinne Benoidt, secrétaire de la « Anglo-Belgian Society »;

M. L'abbé George Edouard Bral, curé de la Cathédrale de Pietersburg (Afrique du Sud);

Révérénd Frère Henri Carolus, Missionnaire (Zaïre);

Révéréndes Pères :

Clement Daelman;
 Eugeen Flameygh;
 Carlos, Van Ooteghem;
 August Vantomme;
 John Wageners;
 John Zwaenepoel,

tous Missionnaires (Philippines);

Révéréndes Sœurs :

Mathilde Sleurs;
 Agnes Weyts,

Sœurs Missionnaires (Philippines).

Ils prennent rang dans l'Ordre à partir du 8 avril 1991.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 10 april 1991 :

Leopoldsorde

Wordt benoemd tot Officier :

De heer Oscar Emile Marie Ghislain Albert Coomans de Brachene, Oud-advokaat bij de balies te Leuven en Nijvel.

Hij neemt vanaf 8 april 1991 zijn rang in de Orde in.

Kroonorde

Wordt benoemd tot Commandeur :

De heer Marcel Ulric Schreder, burgerlijk ingenieur in Portugal.

Wordt benoemd tot Officier :

De heer Guido Alfons Lodewijk Van Linden, Vice-President « Marketing and Sales Bekaert Corp. ».

Worden benoemd tot Ridder :

Mevr. Suzanne Georinne Benoidt, secretaresse van de « Anglo-Belgian Society »;

Eerw. Heer George Edouard Bral, pastoor van de Kathedraal van Pietersburg (Zuid-Afrika);

Eerw. Broeder Henri Carolus, Missionaris (Zaïre);

Eerwaarde Paters :

Clement Daelman;
 Eugeen Flameygh;
 Carlos, Van Ooteghem;
 August Vantomme;
 John Wageners;
 John Zwaenepoel,

allen Missionaris (Filippijnen);

Eerwaarde Zusters :

Mathilde Sleurs;
 Agnes Weyts,
 Missiezusters (Filippijnen).

Zij nemen vanaf 8 april 1991 hun rang in de Orde in.